

FAIRE PAYS



NOTRE PROGRAMME

DEBOUT • ENSEMBLE • MAINTENANT



Élections provinciales de Nouvelle-Calédonie

Scrutin du 28 juin 2026

Liste conduite par Robert Kakue — une équipe de la société civile

faire-pays.nc



LE PROJET

Notre cap, en trois temps

Nous ne promettons pas tout, tout de suite. Nous donnons un cap clair, un ordre de priorité et une méthode honnête — en trois temps qui se renforcent.

01

Debout

Redonner la dignité aux gens — protéger immédiatement le quotidien.

02

Ensemble

Réparer, accompagner, reconstruire le lien et les institutions.

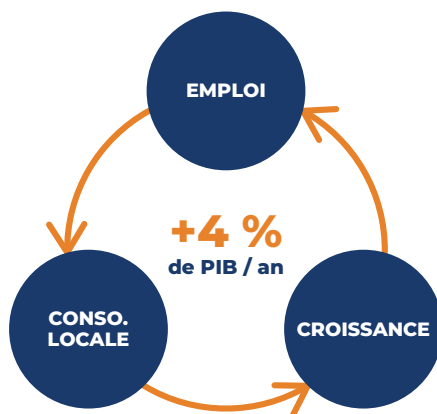
03

Maintenant

Préparer une souveraineté progressive et partagée.

Le cercle vertueux

Alléger le travail → relancer la consommation locale → créer croissance et emploi



LE MANIFESTE

Construire un destin commun



« Nous voulons passer d'un statut de dépendance à un statut de partenaire avec l'État et prendre notre place dans le Pacifique. Construire une nation océanienne, entourée et reliée aux autres. »

Robert Kakue — tête de liste, Province Sud

Nous croyons qu'un pays **ne se résume ni à un territoire**, ni à des institutions, ni à une addition de communautés. Un pays est d'abord une volonté collective de construire un destin commun.

Nous **reconnaissons que le peuple kanak**, peuple premier de cette terre, constitue le fondement historique et culturel de notre identité commune. Cette reconnaissance n'enlève rien à personne. Elle permet au contraire à chacun de trouver sa place dans une histoire partagée et dans un avenir à construire ensemble.

Nous **refusons** les logiques d'affrontement qui enferment notre société dans les oppositions du passé. Nous croyons que la paix durable repose sur la **reconnaissance mutuelle**, la justice et le respect de toutes les composantes du pays.

Nous affirmons que la **souveraineté** n'est pas d'abord une question de statut. Notre ambition est de construire une **souveraineté partagée**, fondée sur la reconnaissance du peuple premier, la participation de tous les citoyens et la recherche permanente de l'intérêt général.

Nous posons enfin **l'environnement comme socle**, non comme une contrainte, mais comme une **boussole**. Dans un pays où le lien à la terre est au cœur de notre identité, protéger l'eau, les sols et le vivant, c'est protéger notre capacité à nourrir le pays, à y habiter dignement et à le transmettre à nos enfants. On ne fait pas pays sans la terre qui le porte.

La souveraineté est la capacité d'un peuple à décider de son avenir, à maîtriser son développement, à valoriser ses ressources, à protéger ses intérêts et à assumer ses responsabilités.

35 000 F

Revenu de Solidarité / mois

1 500 F

Pass mobilité / mois

+4 % PIB

par an (cercle vertueux)

33 Mds F

réinjectés / an



NOS QUATRE PRINCIPES

Une société qui tient debout

La Reconnaissance

Parce qu'aucune paix durable ne peut naître de l'oubli de l'histoire. Reconnaître le peuple premier et l'histoire partagée pour mieux avancer ensemble.

La Responsabilité

Parce qu'un peuple grandit en assumant son destin. Décider par nous-mêmes, pour nous-mêmes, et répondre de nos choix.

La Solidarité

Parce qu'aucun développement n'est durable s'il laisse une partie de la population au bord du chemin. Une prospérité qui profite à tous.

La Souveraineté

Parce qu'aucune nation ne peut prospérer durablement en dépendant des décisions des autres. Une souveraineté préparée, progressive et partagée.

UNE CHAÎNE DE CONDITIONS

- ✓ Il ne peut y avoir de véritable souveraineté sans **responsabilité**.
- ✓ Il ne peut y avoir de responsabilité sans **compétence**.
- ✓ Il ne peut y avoir de compétence sans **confiance**.



AXE 1 • DEBOUT

Redonner la dignité aux gens

Protéger immédiatement le quotidien des familles. Se nourrir, se loger, se déplacer, se soigner ne doivent plus être des privilèges.





Revenu de Solidarité Transitoire

35 000 F.CFP/mois pour les ménages précaires, les jeunes et les travailleurs pauvres, en lien avec un parcours de formation ou d'insertion.

Versement simple et rapide via la CAFAT et les provinces, compatible avec une reprise progressive d'activité. Le RST s'accompagne d'un engagement dans une démarche active : formation, insertion professionnelle ou service communautaire. Parce que la solidarité, ça marche dans les deux sens.



Le Bouclier prix

Encadrement des marges sur les produits essentiels, transparence des prix, circuits courts et production locale pour reprendre le contrôle de la vie chère.

Le pouvoir d'achat ne se résume pas au salaire : il dépend du panier de courses, du logement, des transports, de l'énergie et de la santé. Nous agirons sur les prix, les dépenses contraintes et la production locale : encadrement légal des marges sur les produits essentiels, transparence obligatoire sur toute la chaîne, circuits courts, lutte contre les économies de rente et ouverture négociée vers les pays voisins pour diversifier nos approvisionnements.



Une santé qui soigne partout

Aide médicale gratuite rétablie à son niveau d'avant 2024, prévention, santé mentale et dispositifs mobiles « aller vers ».

Rétablissement de l'aide médicale gratuite à son niveau d'avant 2024, suppression du ticket modérateur pour les femmes enceintes et les enfants de moins de 3 ans. Priorité à la santé mentale et aux addictions, dispositifs mobiles « aller vers », sécurité des soignants et formation de personnels locaux. Et une vraie politique de prévention des maladies non transmissibles (diabète, obésité, maladies cardiovasculaires), qui pèsent plus de la moitié des dépenses du RUAMM. Prévenir coûte moins cher que soigner.



Le Pass mobilité solidaire

1 500 F.CFP/mois pour se déplacer, se former et se soigner, quasi-gratuit pour les jeunes ; développement des mobilités douces.

Un Pass à 1 500 F.CFP/mois pour se déplacer, travailler, se former et se soigner, quasi-gratuit pour les jeunes en formation et en insertion. La mobilité ne doit plus être un coût qui exclut, mais un droit qui relie les territoires. Développement des mobilités douces : pistes cyclables sécurisées, vélos en libre-service, aménagements piétons.



Le Plan Logement digne

Rénovation du parc social, habitat adapté aux modes de vie calédoniens et stratégie « logement d'abord ».

Grand programme de rénovation du parc social, habitat adapté aux modes de vie calédoniens et océaniens, co-conception systématique avec les habitants et stratégie « Logement d'abord ». Un logement stable, ce n'est pas seulement un toit : c'est la condition pour reconstruire des familles et un pays apaisé.



AXE 2 • ENSEMBLE

Réparer, accompagner, reconstruire

Réparer le lien entre nous et réformer ce qui ne fonctionne plus. On ne reconstruit pas un pays sur des fondations fissurées.





Fonds Souverain Autochtone

Inspiré du modèle maori et encadré par un cadre juridique transparent, pour traiter le contentieux colonial et ouvrir un dialogue mémoriel entre toutes les communautés.

Inspiré du modèle maori, pour réparer le contentieux colonial, avec un cadre juridique transparent pour poser la discussion de façon objective. Espaces de dialogue mémoriel entre communautés, accompagnement des familles et des jeunes marqués par les événements de 2024, processus de rencontre et de parole intercommunautaire. Car on ne construit pas sur ce qu'on n'a pas regardé en face.



Une école qui épanouit

Adaptée aux réalités calédoniennes : détection précoce des difficultés, cellules de raccrochage, compétences psychosociales.

Une école adaptée aux réalités calédoniennes : rythmes scolaires, méthodes d'enseignement, conditions d'apprentissage. Détection systématique des difficultés de lecture et d'écriture dès le primaire, cellules de raccrochage dans chaque commune, et développement des compétences psychosociales au même titre que les savoirs académiques. Une école qui forme des enfants capables, solides et épanouis.



Une jeunesse accompagnée

Un espace d'accueil et d'écoute dans chaque commune, tutorat, « aller vers » au cœur des quartiers et des tribus, service solidaire calédonien.

Dans chaque commune, un espace d'accueil, d'information, d'écoute et d'accompagnement, pour et avec les jeunes eux-mêmes, en lien avec l'école, l'insertion, la santé, les associations et le monde économique. Tutorat, soutien personnalisé, orientation active, dispositifs mobiles « aller vers » au cœur des quartiers et des tribus, et un service solidaire calédonien. Aucun jeune ne doit rester seul.



Diversifier l'économie

Agriculture, économie bleue, tourisme, numérique et l'hydrogène naturel, énergie décarbonée et renouvelable, évalué avec rigueur et souveraineté. Un pays qui vit d'une seule ressource est vulnérable.

Agriculture, économie bleue, tourisme, numérique et services à distance : des filières créatrices d'emplois locaux, ancrées dans les atouts du pays. Et l'hydrogène naturel, énergie décarbonée et renouvelable, potentiel stratégique que nous évaluerons avec rigueur et souveraineté avant toute décision d'exploitation. Un pays qui vit d'une seule ressource est vulnérable : il est temps de construire les suivantes.



Emploi & entrepreneuriat

Guichet unique pour les entreprises, fonds de transformation pour l'investissement productif, commande publique orientée local, microcrédit et incubateurs de proximité, priorité aux jeunes et aux initiatives des quartiers et des tribus.

Guichet unique pour les entreprises, accompagnement renforcé des entreprises existantes, fonds de transformation pour co-financer l'investissement productif, priorisation de la commande publique vers le local. Soutien structuré à l'entrepreneuriat : parcours de l'idée au premier emploi, microcrédit et fonds d'amorçage, incubation de proximité, avec une attention aux jeunes et aux initiatives des quartiers et des tribus. L'emploi local se construit en donnant aux petits les outils pour exister face aux grands.



Pacte ESS & Inclusion

L'économie sociale et solidaire et les structures d'insertion remettent en activité les personnes fragiles et en situation de handicap, et portent l'économie circulaire. On arrête de les faire survivre au coup par coup : fiscalité allégée, part réservée dans la commande publique, conventions pluriannuelles et locaux.

L'ESS et les structures d'insertion font un travail que ni le marché ni l'État ne font : remettre en activité les personnes fragiles et en situation de handicap, et porter l'économie circulaire. Quatre leviers :

- 1. Une fiscalité allégée.** Exonération ou allègement fort des charges patronales sur les emplois d'insertion et les postes accompagnés des structures ESS agréées. On ne taxe pas l'insertion d'une personne fragile comme on taxe un profit.
- 2. Une part réservée dans la commande publique.** Au moins 5 % des marchés publics provinciaux et communaux réservés à l'ESS et aux structures d'insertion et de handicap (marchés réservés et clauses sociales systématiques). La commande publique devient un levier d'inclusion.
- 3. Des conventions pluriannuelles (3 à 5 ans).** Fini la renégociation annuelle qui épuise les associations : des conventions d'objectifs et de moyens sur plusieurs années, pour donner visibilité et souffle.
- 4. Des locaux.** Mise à disposition de locaux — logement social, tiers-lieux, patrimoine public mutualisé — gratuitement ou à loyer modéré.

En complément : un guichet unique ESS, un statut calédonien du bénévole, et un volet spécifique handicap, réemploi et économie circulaire. L'associatif et l'ESS sont des piliers de la cohésion sociale et des acteurs économiques à part entière.



Démocratie participative

Assemblée citoyenne provinciale et convention citoyenne du pays pour co-construire les politiques publiques.

Une assemblée citoyenne provinciale pour associer les citoyens aux politiques qui les concernent (éducation, jeunesse, logement, aménagement...) et une convention citoyenne à l'échelle du pays pour co-construire le projet de société. Réunir la légitimité des élus, la technicité des experts et l'expertise d'usage de la population. Parce qu'on ne reconstruit pas un pays dans le dos de ceux qui l'habitent.

« Aucun jeune ne doit rester seul. »



AXE 3 • MAINTENANT

Préparer une souveraineté progressive et partagée

On ne décrète pas la souveraineté : on la construit, brique par brique, compétence par compétence. Préparée, partagée, progressive.





Refonder le lien avec la France

Passer de la tutelle à une alliance stratégique d'égal à égal, dans un cadre contractuel stable : bâtir notre souveraineté économique, institutionnelle et politique.

Reconnaissance explicite de la souveraineté politique du pays, dans un cadre contractuel stable avec la France. Passer de la tutelle à une alliance stratégique : une relation d'égal à égal, fondée sur la confiance et la responsabilité, qui donne au pays sa juste place et bâtit notre souveraineté économique, institutionnelle et politique.



Sortir du millefeuille

Suppression progressive des provinces, communautés de communes avec les conseils coutumiers, remontée des compétences stratégiques : ~33 milliards F.CFP/an réinjectés dans le pays.

Suppression progressive des provinces, création de communautés de communes avec les maires et les conseils coutumiers, remontée des compétences stratégiques au Gouvernement, mutualisation des moyens. La fin du millefeuille qui neutralise les réformes, et environ 33 milliards F.CFP par an d'économies de fonctionnement, réinjectés directement dans le pays.



Fonds Souverain des Ressources

Sanctuariser les revenus du nickel et d'autres ressources naturelles, pour en optimiser les retombées pour les Calédoniens, via une gouvernance tripartite inspirée des modèles norvégien et botswanais.

Sanctuariser les revenus du nickel et d'autres ressources naturelles, pour en optimiser les retombées pour les Calédoniens et lisser la volatilité des marchés. Une gouvernance tripartite, inspirée des modèles norvégien et botswanais, pour garantir le financement durable de l'école, de la santé et des familles, y compris comme bouclier tarifaire en cas de choc.



La maîtrise de nos ressources

La ressource relève de la souveraineté publique ; aucune exploitation sans le consentement des communautés ni plan de réhabilitation environnementale financé.

Dissocier la ressource, qui relève de la souveraineté publique, de l'industrie, qui relève de la responsabilité privée. Un opérateur public sécurise les titres, organise des enchères encadrées et capte la rente par des redevances. Aucune ressource exploitée sans le consentement préalable, libre et éclairé des communautés concernées, ni sans plan de réhabilitation environnementale contraignant et financé. Le pays ne peut pas construire sa souveraineté sur une terre épuisée.



Un financement plus juste

Remplacer les cotisations sociales par un impôt progressif : alléger le coût du travail et redonner du pouvoir d'achat aux ménages modestes, pour un cercle vertueux emploi-consommation-croissance.

Réformer le financement de la protection sociale en remplaçant les cotisations sociales par un impôt progressif, qui allège le coût du travail pour les entreprises et redistribue du pouvoir d'achat aux ménages modestes. Ceux-ci consomment davantage de production locale, ce qui améliore la compétitivité calédonienne face aux importations : il en résulte un cercle vertueux emploi-consommation-croissance estimé à **+4 % de PIB par an**.



Des retraites protégées

Notre protection sociale repose à ~70 % sur le travail : elle vacille dès que l'emploi recule. Le complément stratégique : faire contribuer le capital. Élargir l'assiette aux revenus du capital et du patrimoine, et sanctuariser ces recettes pour la retraite.

Cinquième levier de financement, complémentaire des autres. Notre protection sociale repose à environ 70 % sur le travail ; c'est ce qui la fait s'effondrer dès que l'emploi recule. Nous élargissons la base :

Élargir l'assiette au capital. Une contribution assise sur les revenus du capital et du patrimoine — revenus financiers, fonciers, rente — en plus du seul salaire. On élargit la base, on allège le travail.

Sanctuariser. Ces recettes sont affectées directement et exclusivement à la branche retraite — pas de siphonnage vers d'autres dépenses.

Un Fonds de réserve des retraites. Abondé progressivement par le Fonds Souverain des Ressources Naturelles, pour le long terme (modèle norvégien).

Une gestion assainie. Mutualisation et gouvernance des caisses, recouvrement des impayés, lutte contre la fraude.



Reconvertir les transferts

Ne pas couper les transferts de l'État brutalement, mais changer leur nature : les rediriger vers des investissements structurants (énergie, infrastructures, formation). Sortir de la perfusion, en douceur et avec un plan.

Les transferts de l'État ne doivent pas être coupés du jour au lendemain, ce serait une catastrophe sociale. Ils doivent changer de nature : plutôt que de financer des dépenses de fonctionnement qui créent de la dépendance, ils seront progressivement redirigés vers des investissements structurants (énergie, infrastructures, formation) qui permettent au pays de produire sa propre richesse. À mesure qu'elle grandit, cette richesse locale prend le relais des transferts jusqu'à les rendre inutiles. Sortir de la perfusion, oui, mais en douceur et avec un plan.



Notre place dans le Pacifique

Assumer une nation océanienne : diplomatie régionale active, souveraineté alimentaire et coopération Pasifika.

Assumer une diplomatie régionale active : nous ne sommes pas une lointaine périphérie, mais une nation océanienne entourée de nations océaniques. Diversification productive, souveraineté alimentaire et coopération Pasifika comme leviers économiques, culturels et diplomatiques.

« Sortir de la perfusion, oui, mais en douceur et avec un plan. »



LA MÉTHODE

Comment nous finançons nos engagements

À court terme : audit des fonds dormants et des dépenses non essentielles de la Province, redéploiement des budgets existants vers les priorités sociales, et négociation avec l'État de transferts ciblés dans le cadre de la sortie de crise.

À moyen terme : la suppression progressive des provinces dégage environ **33 milliards F.CFP par an** de fonctionnement, réinjectés directement dans les politiques publiques. C'est notre principal levier de transformation.

Honnêteté : nous ne promettons pas tout, tout de suite. Nous donnons un cap, un ordre de priorité et une méthode.

**Un cap clair, des priorités, une méthode honnête.
Le 28 juin, donnons-nous les moyens de faire pays.**





REJOIGNEZ LE MOUVEMENT



Le 28 juin 2026, votez pour une souveraineté préparée, partagée et progressive.

RECONNAISSANCE • RESPONSABILITÉ • SOLIDARITÉ • SOUVERAINETÉ



Programme complet, agenda et équipe sur

faire-pays.nc

Facebook : Faire Pays · Instagram : @faire_pays · TikTok : @faire.pays

DEBOUT. ENSEMBLE. MAINTENANT.